

Allocution du général de corps d'armée Didier Castres

à l'occasion du colloque droit et OPEX

Balard, 2 novembre 2015

Nous assistons à une modification du code génétique des crises internationales ; elles sont plus globales, leur périmètre géographique est plus difficile à délimiter. Sans être mondiales, elles sont clairement mondialisées. Elles s'enchevêtrent de façon plus directe avec des problématiques nationales et internationales. Profitant également des zones "sans droit" ou de zones de "non droit", elles ont une capacité *sui generis* à essaimer.

A l'image des organismes vivants, les crises naissent, se développent, mutent, s'apaisent et se résorbent selon des critères propres et dans un écosystème que nous avons du mal à identifier et à anticiper. Les différentes "surprises stratégiques" des cinq dernières années l'illustrent.

Dans un tel cadre, il est vain de vouloir apporter des solutions qui s'apparentent à du « prêt à porter » militaire, diplomatique ou juridique. Les crises ne sont pas des modèles mathématiques. Il leur faut du "sur-mesure" plutôt que du prêt à porter.

C'est bien ce à quoi nous nous employons dans l'engagement de la force dans la résolution des crises. Nos opérations, dans leur conception comme dans leur mise en œuvre doivent se modeler sur la courbe des événements, pour apporter la réponse la plus justement adaptée, en matière d'objectifs, d'effets à obtenir et de graduation dans l'emploi de la force à laquelle nous devons recourir sans inhibition mais également sans exaltation. Dans ce contexte, le droit est évidemment un socle et une pierre d'angle de nos stratégies militaires et ce sera l'objet des échanges de ce colloque.

En préliminaire, je souhaite également insister sur le fait que si l'action des armées dans la résolution des crises est souvent celle sur laquelle sont focalisées les media et l'opinion publique, elle n'est pourtant qu'un des leviers de la résolution des crises, et probablement pas le plus déterminant. L'efficacité de notre action dans la résolution des crises impose que nous jouions sur tous les facteurs qui agissent ou alimentent une crise, dans une vision globale et pas uniquement sur le seul volet militaire qui ne produit par nature que des effets partiels ou temporaires.

S'agissant de ce dernier volet, le volet militaire, je vous propose de broser quelques-uns des critères à peu près pérennes qui ordonnent nos travaux de planification, la façon dont nous conduisons les opérations et les règles que nous nous fixons pour les encadrer dans un espace de crise en profonde mutation. Un espace de crise aux standards 3.0 dont je voudrais évoquer les principales caractéristiques.

Tout d'abord, à court et moyen terme, il est très probable que nous ayons à combattre un adversaire asymétrique. Nous devons tirer toutes les conséquences opérationnelles de sa nature propre.

Cet adversaire se fonde et se protège dans les populations, qui fournissent abri et soutien soit sous la contrainte, soit volontairement. Quoi qu'il en soit, cette situation de fait renforce

singulièrement l'impérieuse nécessité de réduire au maximum les victimes collatérales de nos actions militaires. Nous savons que des victimes civiles font immédiatement se lever dix, vingt, cinquante nouveaux combattants pour s'opposer à nous. Les expériences afghanes et irakiennes, pour ne prendre qu'elles, sont là pour nous rappeler à l'impératif d'une maîtrise parfaite de l'emploi de la force. Sur ce point, les principes de nécessité, de distinction et de proportionnalité convergent en droit et en efficacité opérationnelle.

La deuxième caractéristique de cet adversaire est qu'il refuse le plus souvent toute forme de combat frontal dès lors qu'il ne s'estime pas en situation favorable. Ce qui est souvent le cas. Il préfère des actions fugaces, décentralisées, répétées et mettant l'accent sur leur imprévisibilité.

Un tel comportement adverse rend inaccessible et illusoire toute déclinaison des discours martiaux sur les ennemis dont il faudrait procéder à l'éradication.

Enfin, cet ennemi est organisé en réseaux très structurés, mais aussi très décentralisés et très bien protégés, protégés soit par l'anonymat, soit par les zones grises des "global commons" de la mondialisation, soit par des procédures de sécurité, quasi moyenâgeuses, mais très efficaces. Et ceci vaut pour ses réseaux financiers, ses réseaux de recrutement, son organisation du commandement.

Nous sommes sortis du champ des guerres classiques ; des guerres de seule attrition dans lesquelles il suffisait de réduire le potentiel militaire adverse et de se présenter devant sa capitale pour obtenir sa reddition. Dans ce type de conflit, la seule attrition ne suffit pas et il n'y a plus de capitulation.

C'est pour cela que l'efficacité de l'action militaire réside non pas tant dans l'attrition des capacités de l'adversaire – même si elle s'avère encore nécessaire – mais prioritairement dans l'affaiblissement et la désorganisation des réseaux.

Nous devons donc combiner une logique d'attrition du potentiel de l'adversaire quand c'est possible et une logique d'affaiblissement de son organisation, de ses réseaux et de ses flux, financier, logistique, recrutement, propagande, formation, commandement.

C'est très précisément ce que nous appelons le "ciblage". Il s'agit d'identifier les points de fragilité du système et les mettre hors d'état de fonctionnement. Ceci vaut également pour les individus dès lors qu'ils ont un rôle majeur dans l'écosystème adverse et ce, quel que soit leur nationalité, mais jamais en raison de leur seule nationalité.

La deuxième caractéristique de cet espace de crise aux standards 3.0 est son élargissement géographique considérable et sa nature lacunaire.

Nous avons parfois du mal à prendre conscience de cet état de fait en raison du syndrome « Ecran de Télévision » qui nous fait voir tout pays artificiellement réduit à la seule taille de nos écrans de télévision. Or, nous observons aujourd'hui que les crises, dans leur dimension sécuritaire sont passées successivement, au cours des cinquante dernières années, d'une logique interétatique, à une logique infra étatique, puis désormais à une logique régionale voire parfois, quasiment subcontinentale.

A titre d'exemple et pour le volet sécuritaire, cette extension s'illustre au travers du Kosovo qui représente en surface la région de la Gironde, alors que la zone du Sahel couvre plus de quatre fois la France.

Quand nous déclenchons une opération pour intercepter un groupe terroriste dans le Nord du Niger, cela revient à décoller de Paris le soir pour conduire une opération à Varsovie à la fin de la nuit et être rentrés à Paris avant la tombée de la nuit suivante. Cela nous conduit parfois à traverser trois pays.

Par ailleurs, une autre caractéristique de ce nouveau champ de bataille est qu'il est lacunaire. Nous n'avons plus le confort relatif d'une ligne de front au-delà de laquelle il y a l'Ennemi et en deçà de laquelle ce sont les Amis. Il n'y a plus ni front, ni zone avant, ni zone sûre. L'insécurité est omnidirectionnelle et nos adversaires sont potentiellement partout.

Enfin, les différents foyers qui alimentent la crise sont parfois, souvent assez éloignés de la crise sécuritaire en elle-même : financements, filières d'approvisionnement logistique, filières de recrutement. Ces dernières se superposent rarement avec les contours géographiques de l'action militaire, en elle-même.

Nous devons donc conjuguer et rendre cohérentes les unes avec les autres 3 problématiques :

- Les conditions d'engagement et d'emploi de la force dans des pays différents, rarement englobés dans une même logique en matière de droit international ;
- La très faible empreinte et de très courte durée de nos actions. Ce qui rend difficilement conciliable temps judiciaire et temps opérationnel ;
- La continuité, la cohérence et la coordination de nos actions entre le volet sécuritaire d'une crise qui n'est que la partie émergée de l'iceberg et l'action à mener sur tous les foyers qui alimentent la crise sécuritaire de nature politique, économique ou diplomatique.

A cette tendance à la dilatation géographique de l'espace de bataille ou de l'espace de crise, nous observons également l'irruption d'une nouvelle dimension. Aux dimensions classiques (Terre, Air, Mer, milieu sous-marin), s'ajoute une nouvelle dimension, immatérielle, mais primordiale et qui est le champ des perceptions.

En effet, les populations sont le plus souvent l'enjeu, l'acteur et /ou la victime des crises, mais elles sont toujours l'acteur unique de la sortie de crise. Or, on ne supprime pas des idées, la misère, la frustration ou la peur avec des bombes. Ce n'est qu'à la condition que les populations puissent aspirer à un avenir meilleur que l'on peut espérer une résolution de la crise. Il faut donc le leur proposer, les en convaincre et contrer la propagande adverse.

2760 sites Pro Daech francophones ont été recensés. Ils ne représentent que 25 % des sites Daech. Des milliers de tweets sont échangés chaque jour et suivis par de nombreux « followers ».

Enfin, nous observons sur les théâtres d'opérations le recours de plus en plus systématiques – par nos adversaires- a des modes d'action à base de capacités rudimentaires, qui ont un pouvoir égalisateur sur notre avance technologique. C'est ce que j'appelle les capacités « nivellantes » : recours aux armes chimiques de fortune, aux explosifs improvisés, aux tireurs d'élite, aux zones urbanisées, aux foules et bien sûr aux combattants-suicide, ce qui est probablement la capacité la plus nivellante de toutes.

Nous avons toujours fondé notre supériorité militaire sur notre avance technologique et je le disais, cette avance technologique est contournée par ces capacités nivellantes. Ce hiatus nous impose une réflexion constante pour adapter nos actions militaires, pour continuer d'être capable de prendre l'initiative et de conserver l'ascendant.

Pour cela, nous devons avoir une pensée tactique en mouvement, créative, audacieuse et qui nous permettent de faire la différence. Ceci impose évidemment une certaine part de risque, ceci suppose de sortir du dogme du "0 mort". Préserver la vie de nos soldats est évidemment une obligation morale, éthique mais ce type d'opération, ce type d'adversaire exclut de fait le principe du risque "0".

Ceci suppose de nouvelles combinaisons de nos capacités, ceci suppose une plus grande flexibilité de nos organisations, des empreintes plus légères, plus réversibles surtout des configurations et des reconfigurations taillées sur le juste effet à obtenir.

Telle est la logique qui prévaut aujourd'hui pour nos opérations : tailler à chaque fois une force adaptée à une action, puis la reconfigurer pour l'action d'après : souplesse en organisation, réactivité des reconfigurations, inter connectivité des modules au plus bas échelon, réactivité du commandement. C'est ce que nous devons mettre en œuvre, bien loin des standards normatifs.

Ce sont donc les principales tendances émergentes de cet espace de bataille en mutation, cet espace de bataille aux standards 3.0 dans lequel il faut faire se conjuguer : un emploi maîtrisé de la force, le respect du droit et enfin le souci de la sauvegarde de nos forces et l'efficacité de nos opérations.

Pour ce qui concerne les opérations proprement dites, nous mettons l'accent sur les principes d'action suivants :

- **Inverser le principe d'incertitude** pour prendre l'initiative par la surprise, l'intensité et la fréquence des opérations.
- **Développer le principe d'ubiquité** pour être capable d'agir en tout point de notre zone d'opération dont je vous ai montré l'étendue.
- **Accentuer le principe de foudroyance** de nos actions par la précision de nos actions et leur fulgurance pour contourner les mesures de sécurité dont s'entoure notre adversaire.
- **Peser dans les champs des perceptions** pour offrir une liberté de destin aux populations.

Voilà l'équation opérationnelle que nous devons résoudre pour nous modeler sur la courbe des événements et atteindre les objectifs qui nous sont fixés par le pouvoir politique.